ITINÉRANCE DES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ MIGRATOIRE

LA PRÉVENIR ET Y RÉPONDRE PAR POLITIQUES INCLUSIVES ET DES SERVICES ADAPTÉS

Wayra Pasquis, travailleuse de proximité au projet pour les personnes à statut d'immigration précaire à Médecins du Monde. Wayra est diplômée d'un baccalauréat en géographie humaine et actuellement en certificat en coopération et solidarité internationales.

Juliette Grosse, chargée de projet migrants à statut précaire à Médecins du Monde Canada. Juliette est formée en éducation spécialisée en France et en travail social à l'UQAM.

Chloé Cébron, directrice de l'analyse politique et du plaidoyer à Médecins du Monde Canada et juriste spécialisé en droit international humanitaire et droit international es droits humains.

L'augmentation de l'itinérance chez les personnes migrantes à statut précaire à travers le Canada révèle les effets cumulés de politiques migratoires restrictives, de l'exclusion des services sociaux et de la crise du logement. À Montréal, les équipes de Médecins du Monde constatent que ces personnes sont souvent invisibilisées et exclues des services de réponse à l'itinérance. Pour faire face à ces défis, l'organisation appelle à des politiques migratoires inclusives, à l'élargissement des critères d'accès aux services d'hébergement et à une meilleure coordination entre les secteurs.

INTRODUCTION

Depuis 2011, Médecins du Monde gère une clinique médicale et sociale à Montréal, dédiée aux personnes vivant au Québec sans couverture de santé en raison de leur statut d'immigration précaire. Cette initiative est essentielle pour répondre aux besoins de santé des personnes qui ne peuvent accéder aux services publics ni se permettre des soins privés. Les équipes de travail de proximité, comprenant des pairs ayant eux-mêmes traversé des parcours migratoires précaires, vont à la rencontre de ces personnes dans leur environnement, identifient leurs besoins spécifiques, les informent de leurs droits, et les soutiennent dans leurs démarches administratives et juridiques.

Dans le contexte de l'augmentation de la précarité migratoire et de la crise du logement, Médecins du Monde a observé une augmentation de l'itinérance parmi les personnes migrantes en situation de précarité économique et sociale. En 2022–2023, 50 % des personnes ayant fait l'objet d'une évaluation sociale à la clinique vivaient dans des conditions de logement instables, insalubres ou surpeuplées. Ce chiffre a augmenté à 70 % en 2023–2024, illustrant l'aggravation de la situation.

Alors que les personnes migrantes sont instrumentalisées de manière grandissante dans le discours politique comme bouc émissaire de plusieurs crises sociales, cet article vise à illustrer comment ces dernières sont plutôt précarisée par des politiques publiques sous-optimales tout en proposant des pistes d'action pour y remédier.

LES MÉCANISMES DE PRÉCARISATION LIÉS À LA MIGRATION

Depuis le milieu des années 2000, les politiques migratoires canadiennes favorisent une immigration temporaire plutôt que permanente, un choix qui a des conséquences profondes sur la sécurité économique et sociale des migrants. L'immigration temporaire impose des délais d'attente prolongés pour l'obtention de la résidence permanente, et crée une incertitude financière qui empêche les migrants de planifier leur avenir. En outre, le coût élevé des démarches administratives, combiné à l'incapacité de nombreux migrants à travailler légalement, aggrave leur précarité.

Ce fardeau est notamment fortement aggravé par l'accès limité à l'aide juridique. Les migrants en situation précaire, en particulier ceux qui souhaitent déposer des demandes de considération humanitaire, se heurtent à des barrières importantes, notamment un manque d'information sur leurs droits, des délais de traitement prolongés, et une focalisation des ressources juridiques sur les demandes d'asile. Ces obstacles rendent l'accès à la justice difficile pour les migrants les plus vulnérables, qui ont souvent des besoins complexes nécessitant une représentation juridique complète, et non une simple consultation.

Les migrants sans statut permanent sont également exclus de nombreux programmes sociaux essentiels, tels que les aides sociales, l'assurance maladie et le logement social. Ces programmes sont censés constituer un filet de sécurité contre la pauvreté extrême et l'itinérance, mais en l'absence d'accès, de nombreux migrants sont contraints de s'endetter pour subvenir à leurs besoins fondamentaux. Cette exclusion des services de base expose les migrants à des risques accrus de détérioration de leur santé physique et mentale et affecte fortement leur capacité économique à se loger.

La précarité de l'emploi exacerbe également la vulnérabilité des migrants. Beaucoup de migrants sans statut ou avec un permis de travail restreint travaillent dans des conditions d'exploitation. Ils subissent des formes diverses d'abus, y compris la non-rémunération, le harcèlement sexuel, des charges de travail excessives, et des licenciements abusifs. Les permis de travail fermés, qui lient les migrants à un seul employeur, rendent difficile toute contestation des conditions de travail et augmentent le risque d'exploitation. Un récent rapport de l'ONU a décrit ces conditions comme une nouvelle forme d'esclavagisme, soulignant la nécessité d'une réforme urgente.

LES EFFETS DES CRISES SOCIALES SUR LES MIGRANTS

La crise du logement à Montréal a un impact disproportionné sur les personnes en situation de précarité migratoire. L'augmentation des loyers, les exigences de dépôt anticipé et les conditions de logement déplorables forcent de nombreuses familles migrantes à accepter des situations abusives, souvent par crainte de dénonciation aux autorités de l'immigration. Les migrants sont fréquemment contraints de vivre dans des logements surpeuplés et insalubres, ou de partager des espaces avec plusieurs autres familles, ce qui augmente les risques pour leur santé et leur sécurité.

L'inflation et la hausse du chômage exacerbent encore davantage la situation. De nombreux migrants, déjà précaires, perdent leurs emplois ou voient leurs revenus diminuer, ce qui limite leur capacité à payer un loyer ou à accéder à un logement adéquat. Ces facteurs économiques, combinés aux restrictions imposées par les politiques migratoires, créent une tempête parfaite qui conduit de plus en plus de migrants à l'itinérance.

LES FORMES D'ITINÉRANCE DES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ MIGRATOIRE

L'itinérance chez les personnes migrantes se manifeste de diverses manières, souvent de façon cachée et fluide. Contrairement à l'itinérance visible dans les espaces publics, l'itinérance des migrants est souvent dissimulée ; elle prend la forme de cohabitation informelle avec des amis ou de la famille, ou de logement temporaire sans bail. Cette forme d'itinérance est familiale, de longue durée et moins visible, ce qui rend difficile pour intervenants de l'identifier et d'y répondre adéquatement.

Cependant, une tendance vers une itinérance plus visible est observée. Un nombre croissant de personnes migrantes se retrouvant dans des centres d'hébergement pour les personnes en situation d'itinérance. Les équipes de Médecins du Monde rapportent aussi que certains secteurs géographiques traditionnellement associés à l'itinérance accueillent de plus en plus de migrants. Elles rapportent également que l'itinérance s'est visibilisé dans des quartiers historiquement habités par les nouveaux arrivants, comme Parc-Extension avec l'émergence de « camps de migrants ».

LES OBSTACLES À L'ACCÈS AUX SERVICES POUR LES PERSONNES MIGRANTES

Le statut migratoire constitue une barrière systématique à l'accès aux services de logement et d'hébergement. Les programmes de logement subventionnés et d'hébergement temporaire sont souvent conditionnés à un statut de résident permanent, rendant ces services inaccessibles aux migrants précaires. De plus, les préjugés et les stéréotypes autour des migrants sans statut — souvent perçus comme « illégaux » — limitent la volonté des services d'aide à leur fournir une assistance, exacerbant ainsi leur vulnérabilité à l'itinérance.

Les ressources d'hébergement existantes sont souvent mal adaptées aux besoins spécifiques des migrants. Il y a un manque de flexibilité dans les documents requis pour l'accès aux services, et une insuffisante compréhension des réalités interculturelles et multilingues. De plus, il y a un manque de centres d'hébergement adaptés pour les familles ou les femmes seules avec enfants, qui représentent une partie significative de la population migrante en situation d'itinérance.

CONCLUSION : LE BESOIN DE SERVICES ADAPTÉS ET DE POLITIQUES INCLUSIVES

La lutte contre l'itinérance des personnes en situation de précarité migratoire nécessite une approche holistique, intégrant des réformes politiques

Pour prévenir l'itinérance parmi les migrants, des politiques migratoires plus inclusives et durables sont nécessaires. Ces politiques devraient garantir des droits fondamentaux et un accès universel aux services sociaux et de santé. Les programmes de régularisation pour les personnes sans statut ou à statut précaire, soutenus par la société civile, constituent une étape cruciale pour réduire la précarité et prévenir l'itinérance.

Pour répondre aux besoins des personnes migrantes sans-abri ou à risque d'itinérance, il est essentiel de développer des services adaptés et d'adopter des politiques inclusives. Une approche intersectionnelle de l'itinérance est nécessaire, prenant en compte les multiples facettes de la vulnérabilité des migrants, y compris leur statut migratoire, leur situation économique, et leur manque d'accès aux services de base. Les critères d'admissibilité aux ressources d'hébergement doivent être élargis, et les budgets alloués à ces services doivent être augmentés pour répondre à la demande croissante.

Il est crucial de renforcer la collaboration entre les secteurs de l'itinérance et de l'immigration pour échanger des informations, partager des ressources, et coordonner les services. Des formations croisées entre les intervenants des deux secteurs peuvent améliorer la compréhension des besoins spécifiques des migrants et les doter des compétences nécessaires pour fournir un soutien adéquat. De plus, une sensibilisation accrue aux réalités des migrants peut aider à réduire les stéréotypes et à promouvoir une réponse plus humanitaire et inclusive.

Il es également essentiel d'améliorer l'accès aux services adaptés pour les migrants sans-abri ou à risque imminent de l'être. Cela inclut l'élargissement des critères d'admissibilité aux ressources d'hébergement, l'augmentation des budgets alloués à ces services, et la formation des intervenants sur les besoins spécifiques des migrants. Cela inclut la mise en place de forums d'échange, la consolidation des listes de ressources, et la sensibilisation aux réalités spécifiques des migrants, notamment les femmes avec enfants, en situation d'itinérance.